



T2137-539-8,00 F

ISSN 0026-9433

heβδο le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°539 JEUDI 6 SEPTEMBRE 1984 8,00 F



C.G.T.

Quoi de neuf Krasu, depuis l'arrivée de Fabius et le départ du P.C.F.

PAGE 4

RENTRÉE SCOLAIRE...

Les enjeux de la rentrée syndicale à l'Education nationale.

PAGE 6

ET POLITIQUE

Mitterrand à la recherche d'une nouvelle majorité électorale ?

PAGE 12

F°P. 2520

éditions



• Un poster a été édité par le groupe de Toulouse (dimension : 45 x 64). Il est vendu 10 F l'exemplaire.

abrogation des ordonnances de 59



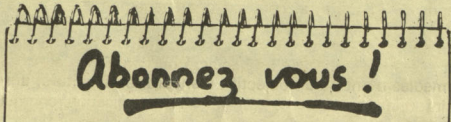
• Les militants du groupe Marie-Louise Berneri ont publié cette affiche lors de la venue de Pierre-Martial Cardona lors d'une réunion publique sur les Ordonnances de 59.

• Infos et analyses libertaires n°13 vient de paraître. Ce journal est édité par les groupes de Perpignan et de Béziers.

• Volonté anarchiste n°25 est parue : Du « Libertaire » au « Monde libertaire » : histoire du journal de l'organisation des anarchistes, de Maurice Joyeux.

AUTOCOLLANTS DISPONIBLES

- List of stickers for sale: Français-Immigrés, Halte aux crimes racistes, R.-L., la voix sans maître, Radio-Libertaire.



LE MONDE LIBERTAIRE

Table with columns: TARIF, France, Sous plis fermé, Etranger. Rows for 3, 6, and 12 months.

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

Subscription form with fields for Name, Address, City, Postal code, Country, and payment method options.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures : le samedi de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie : le samedi de 15 h à 17 h, à la librairie du Monde libertaire.

communiqués

- POITIERS: Liaison de Poitiers vient d'acquiescer une boîte postale...
• MARSEILLE: Le groupe de Marseille informe les lecteurs du Monde libertaire...
• PARIS: Le groupe James-Guillaume de la Fédération anarchiste...

• LYON: Le groupe de Lyon tient ses permanences tous les 1er et 3e mercredis...

• MOULINS: Le groupe libertaire de Moulins, auquel se sont joints des sympathisants isolés...

• LE MANS: Le groupe Marie-Louise Berneri vient de se constituer sur Le Mans...

AFFICHES DISPONIBLES

- List of posters for sale: Autogestion, La guerre, il faut s'y opposer, Radio-Libertaire, Non aux ventes d'armes, Le Monde libertaire, Voter, Toute élection est une démission, Le militarisme et l'impérialisme, Déclaration universelle des droits de l'homme.

liste des groupes f.a.

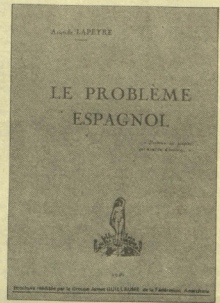
- LIAISONS PROFESSIONNELLES: Liaison des postiers, Cercle inter-banque, Liaison O.R.T.F.
• LIAISONS: Nord: Noyon, Valenciennes... Province: Aisne, Ardèche... Région Parisienne: Paris, Meaux, Compiègne...

éditions



• La liaison O.R.T.F. de la Fédération anarchiste a publié le n°16 de son bulletin de liaison: Antenne.

• Le groupe James-Guillaume a réédité une brochure d'Aristide Lapeyre: Le problème espagnol.



sommaire

PAGE 2: Activités des groupes - PAGE 3: Editorial, En bref, Télévision...
PAGE 4: Citroën, Rentrée syndicale...
PAGE 5: Vacances banales...
PAGE 6: Catholicisme social...
PAGE 7: Malville, Naufrage radioactif...
PAGE 8: Le vrai du faux...
PAGE 9: Informations internationales...
PAGE 10: Le genre humain...
PAGE 11: Radio-Libertaire, Notes de lecture...
PAGE 12: Les habits neufs du président...

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication: Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20e

en bref...en bref.

•Dominique Lestrat a cessé sa grève de la faim au bout de 44 jours. Il a obtenu que son salaire lui soit versé jusqu'à sa réintégration à Prémontré.

•Le verdict du procès, le 22 juin 84, de Christian Drouet, autoréducteur E.D.F., a été rendu public le 16 août. Celui-ci confirme le délit de vol, mais la peine d'un mois de prison ferme a été ramenée à une amende de 3 000 F.

•Un comité de soutien vient de se créer en faveur des automutilés de Fleury. Une lettre de soutien a été éditée, il faut la renvoyer au Garde des Sceaux.

•Les lycéens du Morbihan intéressés par des actions ponctuelle contre le protocole d'accord Henu-Savary peuvent d'ores et déjà prendre contact avec la Fédération libertaire des élèves du Morbihan, 14, rue Marcel-Semhat, 56100 Lorient.

ÉMISSION A NE PAS RATER

DI MANCHE 16 septembre, à 20 h 30, F.R.3 donne la parole à Maurice Joyeux pendant une heure.

Le film retracera la lutte menée par Maurice depuis de nombreuses années pour une société anarchiste. Maurice Joyeux évoquera également la fin de la Commune, le supplice d'Eugène Varlin, la manifestation contre la condamnation à mort de Sacco et Vanzetti, la mutinerie de Montluc, Mai 68, etc. Une page d'histoire chaleureuse, comme on n'a pas souvent l'occasion d'en voir sur le petit écran.

A cette occasion, le prochain Monde libertaire consacrera une double page à Maurice Joyeux et à la Fédération anarchiste depuis sa création jusqu'à nos jours.

NÉCRO

DURANT cet été, nous avons appris le décès de notre compagnon Jean Duprat. Militant syndicaliste, il avait entre autre eut une action importante en 1968 lors des conflits dans les P.T.T. en banlieue sud.

Ces dernières années, il participait aux activités du groupe Fresnes-Antony.

Nous adressons à sa compagne et à toute sa famille nos pensées les plus amicales.

Gr. Fresnes-Antony

Editorial

LES résultats électoraux du 17 juin d'abord et la manifestation pour l'école privée le 24 à Paris ensuite, ont sans doute été deux moments décisifs dans l'émergence d'une conscience majoritaire de droite dans le pays, venant parachever un travail très important de sapes idéologique inauguré de longue date par les partis de l'opposition.

Depuis, les partis de l'opposition, passé le moment d'euphorie, semblent être bien partagés sur l'attitude à suivre face à la contre-attaque mitterrandiste faite de concessions de principe — comme sur le projet Savary — et d'appels au « rassemblement ». Certes, le recentrage socialiste est encore loin de semer la zizanie chez ses adversaires, mais plus d'un signe laisse entrevoir que chez certains membres de l'opposition les appels de Mitterrand ont été entendus et qu'ils n'y sont pas tout à fait insensibles.

Les déclarations allant dans ce sens, d'ailleurs, depuis le 17 juin n'ont pas manqué ; et, au P.R. notamment, on s'est déjà déclaré favorable à plusieurs reprises à passer des accords électoraux avec le F.N. si cela était nécessaire. A cet égard

voit tout dernièrement les déclarations de Poniatoski. Quant au R.P.R., si le mot d'ordre officiel reste « pas de compromis, ni d'alliance électorale avec le Front national », la réalité comme tout le monde le sait est toute autre ; l'élection du président R.P.R. à l'assemblée régionale de Corse avec les voix du parti de Le Pen est là pour le prouver incontestablement. Bien plus, cette alliance aura scellé un véritable pacte d'alliance entre la droite traditionnelle et l'extrême droite.

Un processus de « fascisation » de la société française est en marche, et c'est dès aujourd'hui que nous devons lutter de toutes nos forces contre ce qui, hélas, n'est déjà plus une simple appréhension !

SOUTIEN A R. LE GUEN OBJECTEUR INSOUMIS

MILITANT à la Fédération anarchiste depuis plusieurs années (Gr. de Versailles, Gr. de Nice), militant individuel à la Ligue des droits de l'homme, militant à la Libre Pensée des Alpes-Maritimes, Roger Le Guen est actuellement objecteur de conscience (statut qui lui a été donné en janvier 1984) et a décidé de s'insoumettre (1) à cette loi arrachée il y a maintenant 20 ans par notre compagnon Louis Lecoin.

En effet, il est urgent de refuser d'accomplir ce service de remplacement et de montrer à l'Etat qu'une lutte sincèrement antimilitariste se mène jusqu'à l'insoumission.

Roger Le Guen rejette donc logiquement ces deux années de service civil ainsi que la banalisation de la lutte contre l'armée.

Nous tenons aujourd'hui à remercier les organisations et associations qui ont déjà répondu à l'appel de solidarité avec notre compagnon : la Fédération des libres-penseurs des Alpes-Maritimes, l'Union pacifiste de

France, la fraction pacifiste de S.A.T.-Amikaro, le Collectif antimilitariste insoumission-objecteur, les éditions Avis de recherche, le Mouvement des objecteurs de conscience, le Mouvement international de résistance de Nice, l'Association pour une culture libertaire d'Yzeure.

Nous remercions également les signataires de la pétition actuellement en cours et qui se chiffrent par centaines.

Aujourd'hui, la mobilisation continue, outre votre soutien en signant le texte déposé à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), vous pouvez envoyer des lettres de solidarité dans la lutte juste et honnête que mène maintenant Roger Le Guen. Vous pouvez faire intervenir des associations, groupes politiques, radios libres, syndicats, pour qu'ils se déclarent aux côtés de cette lutte antimilitariste.

Gr. de Nice

(1) Il va passer en procès en novembre ou décembre 1984.

COMMUNIQUÉ

LA Fédération anarchiste proteste énergiquement contre le jugement rendu par la cour d'appel de Pau favorable à l'extradition de quatre militants basques réfugiés en France. Malgré les désaccords exis-

tants entre ces militants et la F.A., nous nous inquiétons néanmoins du devenir de la possibilité qu'avaient des militants politiques de se réfugier sur le territoire français.

Fédération anarchiste

AMIS LECTEURS

APRÈS deux mois d'absence, vous retrouverez, avec ce numéro du Monde libertaire, votre hebdomadaire. Pour beaucoup d'entre nous, la période estivale est synonyme de vacances, de relâchement, le moyen aussi de recharger les accus pour pouvoir affronter les difficultés que nous réserve inévitablement toute « rentrée sociale ». Pour la Fédération anarchiste, cependant, il n'y a pas eu de « pause ». Le mois de juillet a vu se développer efficacement le soutien à notre compagnon Dominique Lestrat, en grève de la faim contre l'arbitraire patronal ; les actions menées et la campagne d'affichage contre l'indifférence gouvernementale ont porté leurs fruits, mais il a fallu pour cela toucher au « nerf de la guerre », c'est-à-dire puiser non seulement dans nos réserves militantes, mais aussi dans notre trésorerie. Le mois d'août, lui, a connu — comme par hasard ! — les tracasseries de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle envers Radio-Libertaire ; certes, cet été, pas de saisie comme l'année dernière, mais là encore il a été nécessaire de rester sur la brèche, tout en poursuivant les travaux d'agrandissement du studio de la radio.

Un autre problème s'est posé à nous : le bail du local où était jusqu'alors composé le Monde libertaire étant arrivé à expiration, il nous fallait impérativement profiter de la période de non-parution du journal pour trouver un autre lieu, l'aménager et installer le matériel. Après de multiples démarches, nous avons trouvé ce nouveau local, plus grand certes, mais aussi plus cher. La reprise de bail, le dépôt de garantie, le coût du déménagement et des travaux ont lourdement ponctionné nos caisses. Nous avons cependant fait un pari : celui de doter la Fédération anarchiste de l'imprimerie dont elle a besoin. Dans une société où l'audio-visuel et les nouveaux médias n'ont qu'un objectif : standardiser la culture, uniformiser l'information, abêtir le public, une organisation comme la nôtre se doit d'avoir les moyens de sa propagande, de sa contre-information par l'écrit sous toutes ses formes : journaux, revues, brochures, livres, affiches...

Amis lecteurs, nous n'avons jamais fait appel à vous en vain : depuis des années, ensemble, nous avons donné à la Fédération anarchiste une librairie digne de ce nom, un hebdomadaire indispensable à la divulgation de nos idées, une station de radio reconstruite par tous pour sa qualité et son audience. Aujourd'hui, nous vous demandons de nous aider une fois encore, pour que la F.A. ait un nouvel outil, une imprimerie qui lui permette de poursuivre son développement et sa lutte pour une société sans classes.

Adressez vos dons à la librairie du Monde libertaire, en indiquant au verso de vos chèques « Souscription imprimerie ». Merci.

Les administrateurs

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

CITROËN DES LICENCIEMENTS DÉCALÉS

LE verdict est tombé pour les travailleurs de Citroën : 1 909 licenciements autorisés par le gouvernement le 23 août 1984. Rappelons que la direction de Citroën avait présenté au comité central d'entreprise du 9 mars 1984 un plan de 6 000 suppressions d'emplois, dont 3 144 départs en pré-retraite et 2 937 licenciements.

Dès le 11 mai, à l'initiative de la C.G.T., soucieuse de réparer ses récentes « erreurs » lors du conflit Talbot, l'usine d'Aulnay est occupée, puis

celle de Levallois, Nanterre et enfin Asnières et Saint-Ouen. Le 18 mai, M. Bérégovoy accepte 4 000 suppressions d'emplois sur les 6 000 demandés, notamment les départs en pré-retraite et les demandes de retour au pays ; et accorde à la direction de Citroën et aux organisations syndicales un délai de 3 mois pour négocier sur la formation et la réduction du temps de travail.

C'est ainsi que le 18 août 1984 — soit après trois mois, jour pour jour — M. Calvet, P.D.G. de Citroën — qui n'a

retenu que la première partie des propositions du gouvernement et qui reste réfractaire à une quelconque réduction du temps de travail — reçoit les organisations syndicales pour leur présenter, quelques jours avant le comité central d'entreprise prévu le 22 août 1984, son nouveau plan social. Les ouvriers « licenciables » bénéficieraient pendant 10 mois d'une formation adaptée à leurs capacités et susceptible de favoriser leur reclassement à l'issue de cette période. Pendant ces 10 mois, une indemnité mensuelle de 70% du salaire brut serait versée, avec maintien des avantages prévus par la convention collective et les accords d'entreprise. De plus, et c'est là que consiste l'innovation de ce plan, le contrat de travail n'est que suspendu pendant cette période, les licenciements ne devenant vraiment effectifs qu'après les dix mois de « formation ».

Malgré le refus de la C.G.T. de se prononcer sur un tel plan avant d'avoir consulté les travailleurs, celui-ci sera approuvé par la majorité des élus au C.C.E., le 22 août 1984. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela lorsque l'on sait que le C.C.E. se compose, sur 20 élus, de 17 C.S.L. (syndicat maison), 2 C.G.T. et 1

C.G.C. Lors de ce comité central d'entreprise, la direction a également annoncé son intention de mettre les usines de la région parisienne, dès la rentrée prévue le 28 août 84, en chômage technique, repoussant ainsi celle-ci au 1^{er} septembre : solution qui permet d'une part de gagner du temps, d'autre part et surtout de prévenir toute tentative d'occupation des usines, dans la mesure où la reprise effective ne s'effectuera pas le même jour pour toutes les usines : en attendant, les usines ne tourneront qu'avec une seule équipe.

Les 1 909 licenciements autorisés — auxquels viendront s'ajouter 41 cas bénéficiant d'une « protection » de

par leur mandat électif ou syndical — portent aujourd'hui le nombre des suppressions d'emplois, chez Citroën, à 5 700, si l'on tient compte des départs en préretraites (environ 3 375 depuis mai 83) et des départs au titre de l'aide au retour (environ 400).

Il reste maintenant à savoir quelle sera l'attitude de la C.G.T. et celle des travailleurs lors de la reprise effective du travail début septembre. Il est vrai également que la direction de Citroën a bien pris soin de préciser dans ses lettres de licenciement que les intéressés ne devraient pas se présenter à leur poste de travail...

Liliane



Akka Ghazzi : « Nous refusons de rentrer par des cages comme des bêtes ».



Rassemblement à Citroën Aulnay lors de la reprise du travail.

RENTRÉE SYNDICALE QUOI DE NEUF, HENRI ?

LA rigueur est devenue austérité (...), la pauvreté augmente (...), 1984 s'annonce plus mal que 1983, qui a été mauvaise », a dit Krasucki à sa conférence de presse de rentrée, le 22 du mois dernier. Il parlait de la situation de l'emploi et du pouvoir d'achat qui « sont les préoccupations principales des travailleurs ». On s'attendait à des attaques contre Laurent Fabius, mais non pas de levée de bouclier ni de sonnerie de tocsin, Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T. a mêlé prudence et réalisme dans ses attaques contre le gouvernement. Celui-ci d'ailleurs n'est pas qualifié « de gauche » et la cuvée post-Mauroy sera jugée sur pièce au coup par coup. Discours analogue à celui que nous avons entendu dès mai 81 : « la C.G.T. pense que cela va mieux avec un gouvernement de gauche qu'avec un gouvernement de droite, mais quand ça ne va pas, elle le dit franchement. »

Mais le départ des communistes du gouvernement ne devrait-il pas renforcer l'intervention des travailleurs, dans la logique de Krasucki, celle de l'organisation de classe et de masse qu'est la C.G.T. ? La modération actuelle du premier syndicat de France, son refus à se jeter à « corps perdu » dans l'opposition tous azimuts est-elle politique ou traduit-elle simplement le manque de moyens ? Henri Krasucki aime à dire qu'il ne faut jamais « brandir un sabre de bois », c'est-à-dire qu'actuellement on ne pourrait déclarer la guerre syndicale, faute de troupe... « Cultiver son jardin syndical » était un des thèmes exposés au début de l'année par Krasucki dans la *Vie ouvrière*. On pourrait plus simplement dire que le syndicalisme pourrait être une force immense s'il ne s'occupait que de défendre les intérêts des travailleurs quel que soit le gouvernement. Ce ne serait ni plus ni moins que la C.G.T. telle qu'elle se définit « dans les textes » !

J.-P. Germain



JEUNES CHÔMEURS DU VOLONTARIAT A LA CONTRAINTE DOUCE

HUIT cent soixante-quinze mille jeunes de moins de 25 ans étaient demandeurs d'emplois et inscrits à l'A.N.P.E. à la fin juillet 84. Pour l'année 1982-1983, l'objectif fixé était que 850 000 jeunes de moins de 25 ans obtiennent un stage. Seulement cinq cent mille s'étaient inscrits. Pierre Mauroy, en début d'été, peu avant qu'il se fasse limoger, avait annoncé une campagne d'insertion et une formation pour ces 725 000 jeunes de moins de 25 ans, l'actuel ministre du travail refait une estimation et annonce que 700 000 jeunes chômeurs vont être concernés par le plan Delebarre. Tout ceci n'est fait que par l'échéance des élections législatives de mars 1986. Une fois de plus, le sort des jeunes chômeurs n'intéresse le gouvernement que par un potentiel de bulletins de votes. L'I.F.O.P. avait publié un sondage, en janvier 83, sur « la mise en place d'une politique pour assurer l'avenir des jeunes ». Pour 40% des personnes interrogées, ce serait une raison de voter pour la gauche.

Les emplois d'utilités sociales

Le ministre du Travail a de nouveau essayé d'ouvrir de nouveaux horizons appelé communément dans le jargon du minis-

tère : « les marchés ignorés ». Ces marchés ignorés auraient des tâches d'utilité sociale mais mis au service, plus particulièrement, du ministère de l'Environnement et également élargis à des services sociaux municipaux.

Ces emplois d'utilités sociales seraient couplés avec des « entreprises intermédiaires ». Celles-ci emploieraient en partie des jeunes sans aucune connaissance technique, c'est-à-dire qu'ils seraient formés sur la tas, sous la responsabilité d'animateurs. Pour ces animateurs, aucune limite d'âge ne serait fixée afin que puissent être recrutés des chômeurs déjà qualifiés. Ces jeunes chômeurs, employés dans ces entreprises intermédiaires, seraient payés sur le chiffre d'affaire réalisé.

L'U.N.E.D.I.C., en revanche, verserait les 1 200 F alloués aux jeunes sans emploi aux entreprises intermédiaires. Dès lors, seront mises en place des mesures répressives contre les jeunes refusant trois emplois d'utilités sociales : ils se verront stopper leurs allocations d'un montant de 40 F par jour ; c'est ce que l'on appelle, dans les couloirs de Grenelle, la « contrainte douce ».

L'année post-scolaire

Pour ces jeunes arrivant sur le marché de l'emploi, trois pro-

habilités s'offrent : trouver un travail tout de suite, rejoindre les rangs des demandeurs d'emploi, s'engager dans l'armée.

Voilà une perspective intéressante pour les ministres du Travail et de la Défense ; marchant sur le système du volontariat, ces jeunes sortant des écoles et lycées, trouveront une année supplémentaire à l'armée, qui leur fournira une formation professionnelle ainsi qu'une formation militaire. Pour intéresser ces jeunes volontaires, le ministère du Travail pense à une allocation forfaitaire qui serait de 1 200 F par mois, ainsi il pense que 100 000 jeunes seraient intéressés.

Le remodelage de la formation alternée

Le remodelage de la formation alternée c'est l'extension aux entreprises d'embaucher des jeunes chômeurs et de les payer moins que le S.M.I.C. Pour les entreprises embauchant des jeunes chômeurs, elles se verraient dispenser des 0,1% et 0,2% de taxe d'apprentissage et de taxe de formation des jeunes. De plus, n'oublions pas l'apport de « jeunes volontaires », payés 50% à 75% du S.M.I.C., donnant une main-d'œuvre bon marché aux patrons.

Pierre Boniface

LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN CORÉE

Le mouvement anarchiste coréen puise essentiellement sa vitalité dans le désir d'indépendance qui anime le pays. Cette forte influence nationaliste a causé et cause encore à l'heure actuelle une confusion certaine : en voulant influencer le mouvement nationaliste par l'intérieur, le mouvement anarchiste risque d'être à son tour influencé par l'idéologie nationaliste. Makhno fut en son temps confronté au problème et sut éviter cet écueil.

À l'heure qu'il est, les anarchistes continuent la lutte contre une double dictature : l'une pro-États-Unis, au sud, l'autre pro-U.R.S.S., au nord.

Quelques jalons historiques

Mille ans avant J.-C., la Corée possédait sa propre culture et sa propre langue, mais elle tombe rapidement sous la mainmise de la Chine, tandis que cette dernière subissait à son tour l'influence de la Mongolie et de la Mandchourie. Depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'à nos jours, le Japon a influencé également la Corée. La fin du XIX^e siècle et le XX^e siècle marquent l'apogée de la domination étrangère en Corée. De cette domination résultent trois guerres :

- entre la Chine et le Japon, de 1894 à 1895 ;
entre la Russie et le Japon, de 1904 à 1905 ;
entre les États-Unis et la Chine, de 1950 à 1953.

Les caractéristiques du nationalisme coréen

Au cours du XIX^e siècle, deux tendances naquirent : d'une part, un courant intellectuel clandestin ; d'autre part, une violente explosion populaire envers les envahisseurs étrangers, à laquelle se joignirent les paysans au sud de Séoul durant la période de 1863 à 1864 et à nouveau de 1890 à 1894, lors du mouvement d'indépendance.

Quelques années plus tard, deux autres mouvements sociaux agiteront la campagne d'une manière similaire : en 1919, la proclamation « Mansei » de l'indépendance, et en 1960, les manifestations multiples contre le président Singman Rhee. De telles pratiques relevant de l'action directe se produisirent partout où existait une présence coréenne : au Japon, en Chine, en Mandchourie. Entre 1907 et 1913, les forces japonaises stationnées en Corée furent en butte aux guérillas.

La naissance du mouvement anarchiste

Dès 1920, on trouve trace d'une présence anarchiste en Mandchourie, combattant côte à côte avec des nationalistes coréens, contre l'armée japonaise. (...) La présence coréenne en Mandchourie fut telle que Kim-Shwa-Jin (sorte de Makhno coréen) et Choung-Shin (parmi d'autres) inspirèrent la fondation de communes libertaires parmi les réfugiés coréens à partir de mars 1925, jusqu'à ce qu'un agent communiste assassine Kim-Chwa-Jin en janvier 1930.

La première organisation anarchiste fut fondée en janvier 1934. Le 2 novembre 1928, à Pengouang, naquit la Confédération générale clandestine des anarchistes coréens.

En avril 1930, la Ligue anarchiste de l'Est fut reconstituée et rebaptisée la Ligue de la jeunesse coréenne du sud de la Chine. Ainsi, existait-il à cette époque trois organisations parallèles : la Ligue de la jeunesse anarchiste, la Fédération des ouvriers de l'Est (toutes deux fondées en mai 1930) et la Ligue des ouvriers au drapeau noir (juin 1930) au Japon. Bien que des relations unissent les anarchistes coréens et les nationalistes, il est difficile de déterminer la nature exacte de celles-ci : en 1919, il existait un gouvernement républicain en exil, avec à sa tête, le président Singman Rhee, à Hawaï ; les ministres résidaient quant à eux en Chine.

Étant donné que la Chine était alors plongée dans la guerre civile (entre Chiang-Kai-Shek et Mao-Tse-Tung), les Coréens en exil étaient également divisés en deux camps : les libéraux (Kim-Kon) et les communistes (Kim-Wong-Bong). Afin de se garantir un

soutien croissant de Chiang-Kai-Shek, Kim-Kon lança une violente campagne : le 8 janvier 1932, Lee-Pang-Chang jeta une bombe et tua un général japonais Schirakawa (commandant des troupes en Mandchourie), blessant plusieurs autres personnes dont un ministre et un amiral (...). Cet acte inaugura une ère d'attentats perpétrés conjointement par des anarchistes coréens et chinois.

En janvier 1934, le mouvement anarchiste coréen aide au développement d'un syndicat révolutionnaire, et en 1935, il participe à la fondation du parti anarcho-communiste japonais. Il fut également actif en Chine par le biais de la ligue coréenne révolutionnaire. Les anarchistes coréens établissent des liens très étroits avec leurs compagnons chinois et japonais, ainsi qu'avec le mouvement nationaliste de Kim-Kon.

Le mouvement après 1945

En 1945, les anarchistes se réorganisèrent dans la ville de Anwi (Corée du Sud), en novembre 1945, ils organisèrent un meeting à Séoul, avec la participation de 67 camarades, à l'issue duquel fut fondée la Ligue sociale libre des constructeurs.

En décembre 1945, à Moscou, lors d'une conférence à laquelle participaient les États-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et la Chine, les deux résolutions suivantes furent adoptées :

- la Corée resterait sous le contrôle réuni des quatre puissances ci-dessus nommées, pour 5 ans ;
un comité américano-soviétique administrerait le Nord et le Sud. Dès le 27 décembre, l'ensemble des partis politiques coréens s'opposèrent à ces deux résolutions. Au Sud, les Américains mirent un frein brutal aux protestations, tandis qu'au Nord, les communistes les approuvèrent. Les Américains furent fortement détestés par la grande majorité de la population, vu la répression menée et leur collaboration avec les Japonais. (...)

Seuls les anarchistes s'opposèrent à la mainmise tant des Américains que des Soviétiques sur la Corée. Le 23 avril 1946, un congrès anarchiste national eut lieu à Anwi dans la province de Kyong-Sang-Nando. Y participèrent deux anarchistes coréens de Chine, du Japon (100 délégués au total). Le point le plus controversé durant ce congrès portait sur la création d'un éventuel « parti politique anarchiste », point mis en avant par le groupe Yu-Lim's. Avant la libération de la Corée en 1945, Yu-Lim fut l'une des figures marquantes de la branche chinoise de la ligue générale des anarchistes coréens. Parallèlement à cela, il participa au gouvernement provisoire coréen. En décembre 1945, il retourna en Corée avec le restant du gouvernement provisoire auquel il appartenait toujours.

Pour Yu-Lim et ses adeptes, la situation était la suivante : « La situation coréenne est spécifique dans la mesure où le peuple coréen n'a jamais vécu librement... La Corée a subi le joug des quatre grandes puissances étrangères. Dans de telles conditions, les anarchistes doivent répondre au désir de reconstruire leur pays et d'établir leur propre gouvernement. Les anarchistes doivent-ils s'asseoir et ne pas agir ? Si cela était, la Corée tomberait certainement aux mains des stalinistes du nord et des capitalistes du sud... ». Le congrès accepta la proposition de Yu-Lim et ses conséquences. Il y eut une scission entre ceux qui soutenaient Yu-Lim et qui organisèrent le Parti des ouvriers et des paysans indépendants, et ceux qui soutenaient les frères Lee-Kyu, à l'origine de la Ligue des villages autonomes et la Ligue des travailleurs indépendants.

En novembre 1949, quelques mois avant la guerre, V. Karin, un délégué au congrès anarchiste international de Paris, déclara qu'en mai 1946, un parti ouvrier et un mouvement ouvrier indépendant furent fondés, ainsi qu'une fédération de jeunes travailleurs et une fédération étudiante. La Fédération anarchiste coréenne compte 3 000 membres et 600 000 sympathisants. Deux quotidiens sont publiés, ainsi qu'un magazine hebdomadaire. La Fédération a ouvert deux écoles de nuit et deux écoles supplémentaires en province ».

Pendant la guerre, la situation du mouvement anarchiste coréen nous demeure inconnue. Les contacts au niveau international semblent avoir repris aux alentours de 1973 et ce avec le Japon. Durant toute cette période, la population coréenne a subi la dictature de Kim-Il-Sung dans le Nord.

Réorganisation du mouvement anarchiste

Le mouvement anarchiste se réorganisa et s'intitula la Fédération des individus libres. La modération des objectifs déclarés de cette fédération s'explique, selon les compagnons japonais, par le fait que la loi martiale interdit le vocable « anarchiste ». Les anarchistes sont uniquement tolérés du fait de leur position anti-communiste. Cette fédération possède deux tendances : politique et coopérative. La tendance politique a Yang-Il-Dong comme président (...). Yang, en tant qu'anarchiste fonda le syndicat des travailleurs coréens, en 1926, et participa à la publication du Drapeau noir, organe des anarchistes coréens au Japon (avant-guerre). La tendance coopérative est représentée quant à elle par Lee-Jun-Kyu, le frère de Lee-Eul-Kyu, un anarchiste de renom. Reconnu en tant que le « Kropotkine coréen », Lee-Jun-Kyu fut le président de la célèbre université de Sung-Kum-Kwan et comme directeur de l'institut de recherche culturelles, il exerça une influence considérable sur les professeurs et les étudiants en Corée du Sud. De nombreux enseignants rejoignirent la campagne afin d'organiser des villages autonomes, selon la tradition des populistes russes. Correspondance, l'organe du mouvement des village autonomes est coordonné par Park-Seung-Han, un anarchiste qui a abandonné son poste d'enseignant en géographie pour vivre à la campagne.

C'est avec de grandes difficultés que la Fédération éditait plusieurs ouvrages en 1973-1974, parmi lesquels : Anarchisme de George Woodcock, La science moderne de Kropotkine, La révolution inconnue de Voline, une biographie de Kim-Chwa-Jin et des écrits de Lee-Jung-Kyu.

D'après Black Flag

DANEMARK LE CONGRÈS DE L'A.S.O.

L'ORGANISATION anarcho-syndicaliste danoise a tenu son congrès national les 15, 16 et 17 juin 84. Celui-ci a reçu un message de solidarité du comité national de la F.A.U. (Freie Arbeiter Union, section allemande de l'A.I.T.).

L'A.S.O. est aujourd'hui une petite organisation composée de 40 membres cotisants (plus 15 à 20 personnes qui sont adhérentes, mais qui ne cotisent pas vu leurs moyens financiers...). Etant donné sa faible force numérique, l'A.S.O. n'assume qu'un travail de propagande, en attendant d'atteindre son objectif qui vise à se comporter tel un syndicat.

Les divers participants se sont plus particulièrement penchés sur l'échange et la comparaison de leurs expériences syndicales respectives. L'A.S.O. s'attache actuellement à organiser ses membres en groupe d'opposition anarcho-syndicaliste aux seins des différents syndicats. Un groupe s'est déjà formé dans cette optique, avec l'espoir que d'autres suivront la même dynamique. La manifestation du 1^{er} Mai, à Copenhague, organisée par l'A.S.O. a permis à cette dernière de récolter un gain financier réinvesti dans l'achat de machines imprimantes et de matériel de propagande.

Extrait d'Anarken

